

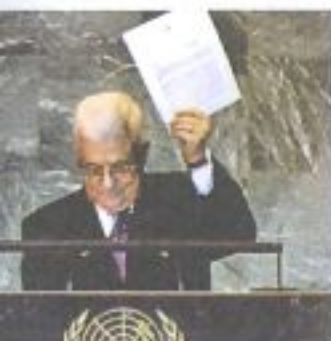
ABBAS ET NETANYAHOU DOS À DOS À L'ONU

Palestine : le monde pour témoin



Les discours prononcés aux Nations unies par Mahmoud Abbas et Benyamin Netanyahou ont rappelé qu'un gouffre sépare aujourd'hui les positions israélienne et palestinienne. Et personne, pour l'instant, n'a trouvé la méthode pour renouer le dialogue

Mahmoud Abbas
et **Benyamin**
Netanyahou
à l'ONU, le
23 septembre



ETAT JUIF

Benyamin Netanyahou accuse les Palestiniens de refuser la reconnaissance d'Israël comme Etat juif. Mais leur demande d'admission aux Nations unies est fondée sur la résolution 181, du 29 novembre 1947, qui recommande le partage de la Palestine entre « un Etat arabe et un Etat juif ». Elle est également fondée sur la « déclaration d'indépendance » de l'Etat de Palestine, adoptée à Alger le 15 novembre 1988, qui fait référence à la même résolution.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
À JÉRUSALEM

La Palestine ne sera pas avant des mois, sinon des années, le 194^e Etat des Nations unies. Rentré dimanche en héros à Ramallah, Mahmoud Abbas n'a pas réussi à obtenir pour son pays un fauteuil à Manhattan, mais il a connu un triomphe que peuvent lui envier beaucoup de chefs d'Etat: une ovation, debout, de l'Assemblée générale de l'ONU. Et cela en dépit de ses médiocres dons d'orateur, de son absence totale de charisme et de son refus têtu des artifices de mise en scène ou de cette rhétorique qui soulève les salles. En moins d'une heure, le vieux politicien fourbu, indécis, moqué pour ses manies de grand-père et sa tendance à parler de démission dès que l'adversité lui pèse s'est mué en patriote ardent, en diplomate inflexible, capable de résister au président des Etats-Unis en personne. Et d'exposer le dossier du conflit israélo-palestinien, dans sa brutalité quotidienne, devant le forum des nations.

A qui était destiné ce discours? Au reste du monde, souvent accusé en Cisjordanie d'indifférence ou d'amnésie. Ainsi s'expliquent les rappels historiques et les descriptions des difficultés et des humiliations infligées aux Palestiniens par la colonisation et l'occupation. Mais il était aussi destiné aux Palestiniens eux-mêmes, rassemblés devant leurs téléviseurs ou face aux écrans géants installés sur les places des villes de Cisjordanie. Après avoir prévenu ses compatriotes, à la veille de son départ pour New York, que rien ne serait facile et qu'il faudrait, de toute façon, quelle que soit la décision des Nations unies, négocier avec Israël et continuer à rejeter la violence, Mahmoud Abbas leur a offert, faute d'un Etat, une reconnaissance internationale espérée depuis longtemps. Ephémère sans doute mais précieuse. « D'une certaine façon, constate un universitaire de Ramallah, il nous a fait participer au "prin-

temps arabe". Oui, il a 76 ans, mais il a été élu démocratiquement – même si ce scrutin remonte à 2005 –, refuse la violence et vient de prouver qu'il est capable de résister à la pression étrangère. Quel chef d'Etat peut en dire autant dans la région? »

Sur quoi peut déboucher ce moment de célébrité des Palestiniens et de leur président? Sur une reprise des négociations? A entendre les propos tenus devant l'Assemblée générale des Nations unies par Benyamin Netanyahou, c'est peu probable. Le discours de Mahmoud Abbas s'adressait au monde et à son peuple. Celui du Premier ministre israélien s'adressait à ses électeurs – colons, extrémistes religieux, nationalistes – et au public américain. En dehors d'une offre de main tendue au Palestinien, qui relevait surtout du protocole diplomatique et d'une furtive proposition d'ouvrir le dialogue sur-le-champ, à l'ONU, rien dans les propos de Benyamin Netanyahou ne laissait entrevoir cette vacillante

lumière de la paix qu'il affirme guetter dans les ténèbres. La presse israélienne recensait même lundi les mensonges accumulés dans son discours pour rendre les Palestiniens responsables du blocage des négociations. Ressuscitant la plaisanterie de Golda Meir lorsqu'elle avait appris, en 1978, que Menachem Begin venait d'obtenir le prix Nobel de la paix, un analyste de « Haaretz » estimait ainsi que Netanyahou méritait davantage un oscar que le Nobel pour sa performance à New York. Soupçonné de mollesse par son ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman, expert en provocations et otage de la majorité qu'il s'est donnée, le Premier ministre israélien semble plus attentif que jamais au regard de son père, militant du Grand Israël aujourd'hui centenaire, qui considère toute concession territoriale comme un crime contre le peuple juif.

« La paix est le fruit d'un dur travail. Elle ne vient pas des déclarations ou des résolutions des Nations unies », a ●●●



SARI NUSSEIBEH*

“La solution: une fédération”

Le Nouvel Observateur Les Israéliens et les Palestiniens peuvent-ils encore parvenir à un accord ?

Sari Nusseibeh C'est peu probable. Sauf s'il y a un changement de gouvernement en Israël et si les Palestiniens se révèlent capables de se montrer unis.

Des pressions étrangères peuvent-elles infléchir la position israélienne ?

Je n'y crois pas. Il est question aujourd'hui de l'implication de la Russie, des Nations unies dans la négociation, mais je ne vois pas Israël infléchir sa position. D'autre part, même si les deux parties recommençaient à dialoguer, elles devraient tenir compte du fait que l'heure de la solution à deux Etats est passée et qu'une forme de

fédération est désormais dans l'intérêt des Israéliens comme des Palestiniens. La résolution 181 de 1947 sur le partage de la Palestine évoquait, d'une certaine façon, cette idée.

C'est la solution que vous préconisez ?
Oui. Je suis personnellement favorable aujourd'hui à une solution à mi-chemin entre un Etat et deux Etats sous la forme d'une fédération israélo-palestinienne.

Propos recueillis par R. B.

(*) Philosophe, fondateur de l'université Al-Qods à Jérusalem, Sari Nusseibeh, partisan résolu du dialogue et de la non-violence, vient de publier « What Is a Palestinian State Worth? », dans lequel il propose la création d'un Etat binational.

Enterrement
du jeune Palestinien
tué près de
Naplouse
le 24 septembre



COORDINATION

Les affrontements redoutés ont pu être évités grâce à la coordination entre l'armée israélienne et les services de sécurité palestiniens qui ont contenu les cortèges à l'intérieur des villes de Cisjordanie. Le seul incident grave, dans lequel un jeune Palestinien a été tué par un soldat israélien, près de Naplouse, a eu lieu, selon l'armée israélienne, lorsque des soldats ont défendu des colons attaqués par des villageois palestiniens après avoir vandalisé leurs cultures.

●●● prévenu Barack Obama, moins inspiré que jadis, dans un discours à usage surtout électoral qui a consterné les Palestiniens mais enchanté la délégation israélienne, Lieberman compris. Le problème est que la paix n'est pas sortie non plus de vingt ans de négociations bilatérales parrainées par Washington ou assistées par le Quartette (Etats-Unis, Union européenne, Russie, ONU). Et que l'accord d'Oslo de 1993, le plan de paix arabe de 2002, la « feuille de route », puis l'initiative de Genève de 2003 et des volumes entiers de « relevés de conclusions » et de « non-papiers » diplomatiques jaunissent sur les étagères des négociateurs, en vain. Faut-il « changer de méthode », comme le préconise Nicolas Sarkozy? Sans doute. C'est d'ailleurs le choix qu'ont fait les dirigeants palestiniens en se tournant vers les Nations unies tout en se déclarant prêts à reprendre les négociations dès demain si Israël leur donne les garanties qu'ils réclament. Inscrites dans la « feuille de route », bible du Quartette, ces garanties sont connues depuis longtemps: arrêt total de la colonisation et acceptation de la ligne de 1967 comme frontière, avec des modifications de tracé mutuellement acceptées. « Faute de ces garanties, explique un négociateur palestinien, les faits accomplis sur le terrain finiront par rendre la négociation inutile: il n'y aura plus rien à négocier. »

C'est le refus par Israël de ces garanties qui a provoqué il y a un an l'arrêt des négociations. « Les colonies ne sont pas la cause du conflit, elles en sont la conséquence », a avancé vendredi dernier avec un aplomb spectaculaire Benjamin Netanyahu. Mais les faits sont têtus: il y avait en 1993 260 000 colons en Cisjordanie et à Jérusalem-Est; il y en a aujourd'hui plus de 500 000. Et la majeure partie des « blocs » de colonies sont, de fait, annexés à Israël par le mur qui constitue une nouvelle frontière inavouée. Ce qui réduit le territoire du futur Etat de Palestine à quelques cantons sans viabilité. On comprend, dans ces conditions, que les négociateurs palestiniens tiennent à ces garanties. Comment sortir de cette impasse?

La proposition française a été bien accueillie par les Palestiniens et rejetée par Israël parce qu'elle prévoit l'obtention par la Palestine du statut d'« Etat non membre » des Nations unies. Mais



MENACHEM KLEIN*

“L'indépendance se prend, elle ne se donne pas”

Le Nouvel Observateur

Qu'avez-vous pensé des discours de Mahmoud Abbas et de Benjamin Netanyahu aux Nations unies?

Menachem Klein Une galaxie sépare l'OLP d'Israël. Et Obama, mû par la seule recherche de gains politiques à très court terme, est devenu un satellite du cosmos israélien. Le Quartette est incapable de s'unir sur un objectif qui irait au-delà de l'adoption d'un calendrier de négociations. *Comment sortir de l'impasse?* La clé est dans les mains des Palestiniens. Aucun occupant n'a retiré ses troupes, aucun colonisateur n'a plié bagage vaincu par des arguments moraux.

Aucune nation n'a reçu l'indépendance sur un plateau d'argent. L'indépendance se prend, elle ne se donne pas. Abbas est allé au bout des négociations possibles dans le cadre de l'accord d'Oslo. Ou bien il obtient de nouveaux pouvoirs et un nouveau cadre de négociation – sur le fond,

et pas seulement en termes de calendrier – ou bien il doit partir. Une nouvelle direction, de nouvelles générations de dirigeants palestiniens sont prêtes. L'Europe peut-elle contribuer à fournir ce nouveau cadre de négociation?

Oui. La société civile européenne a un rôle à jouer en soutenant ce changement de cadre de négociations. Si les négociations continuent avec le rapport de force actuel, comme le veut Netanyahu, Israël imposera sa solution.

Propos recueillis par R. B.

(*) Professeur de sciences politiques, ancien conseiller du ministre des Affaires étrangères Shlomo Ben Ami et du Premier ministre Ehoud Barak lors des négociations avec l'OLP, Menachem Klein a été l'un des animateurs de l'initiative de Genève en 2003. Il analyse dans son dernier livre (« The Shift ») la transformation de l'affrontement israélo-palestinien sur les frontières en conflit ethnique.

elle n'ouvre aucune porte. Car elle relève davantage de l'opération de communication que de la percée diplomatique. Que suggère-t-elle pour reprendre le dialogue? Eliminer les « préalables » qui sont, selon Nicolas Sarkozy, « le contraire de la négociation » et cesser « de débattre à l'infini des paramètres ». Problème: ces « préalables » sont précisément les garanties qu'exigent les Palestiniens. Et les « paramètres » sont les bases déjà longuement négociées sur lesquelles reposent les discussions. Quant à « la voie du compromis » qu'il faut choisir, est-il utile de la conseiller aux Palestiniens qui ont accepté de bâtir leur Etat sur 22% du territoire de la Palestine mandataire? Que signifie, par ailleurs, l'obtention par la Palestine du statut d'Etat non membre si ses dirigeants doivent, comme le propose Paris, renoncer au droit conféré par ce statut de poursuivre des responsables israéliens devant la Cour pénale internationale?

Aprement négociée à New York, la déclaration du Quartette offre-t-elle une issue? Pas encore. Saluée en Israël parce qu'elle évacue le recours à l'ONU par les Palestiniens, elle est étudiée de près à Ramallah où les conseillers de Mahmoud Abbas se méfient d'un document qui fixe un calendrier sans aborder le fond. La mention de la « feuille de route » et des « accords précédemment conclus » entre les parties peut ouvrir, selon un négociateur, une « fenêtre de dialogue » pendant que l'ONU examine la requête palestinienne. Encore faut-il qu'Israéliens et Palestiniens souhaitent dialoguer. Mahmoud Abbas y est prêt aux conditions prévues par la « feuille de route ». Et Netanyahu? Selon Gideon Levy, éditorialiste de « Haaretz », il a dévoilé à New York ses véritables intentions. « Le Premier ministre a prouvé au monde qu'Israël ne veut ni un accord, ni un Etat palestinien, ni la paix. Rendez-vous à la prochaine guerre. » **RENÉ BACKMANN**